

En 1991, l'éruption du volcan Pinatubo dévaste la province de Pampanga. Depuis 9 ans, l'association philippine PDRN, soutenue par Frères des Hommes, travaille avec les communautés sinistrées pour reconstruire et développer la zone la plus touchée. Catherine Gaudard, responsable du suivi de FdH en Asie, revient sur ce partenariat.

Témoignages et Dossiers : Neuf ans après l'éruption, quelle est la situation actuelle en Pampanga ?

Catherine Gaudard : Les risques sont toujours présents. Chaque année, près de 100 000 personnes sont déplacées à cause des coulées de boue (lahars) et des inondations. Si la prévention demeure une priorité dans les zones à haut risque, des efforts de réhabilitation économiques des zones sinistrées, mais hors d'atteinte des lahars, sont plus que jamais nécessaires. Les inondations constituent un handicap majeur pour la population car elles perturbent, à chaque saison des pluies, les activités économiques de la province. Le problème du chômage se fait particulièrement ressentir dans les camps de réfugiés, où l'activité économique est quasiment nulle. Il y a donc un besoin urgent de capitaux pour réhabiliter les terres et développer d'autres activités économiques.

T&D : Que fait le gouvernement pour reconstruire et développer la province ?

CG : Les efforts du gouvernement sont surtout centrés sur les grosses infrastructures comme la construction de digues de protection, de routes et de ponts. Mais on ne peut que constater l'insuffisance du programme gouvernemental aussi bien sur les problèmes de prévention que de réhabilitation économique. Les villages et les municipalités ont bien des projets de développement mais très souvent ils n'aboutissent pas, faute de moyens, ou alors les autorités nationales ont prévu autre chose. PDRN travaille justement à pousser l'Etat à mettre en œuvre ses propres décisions et à améliorer la coordination entre les différents acteurs.

T&D : Créer un dialogue entre le gouvernement et les organisations locales est un aspect important de la démarche de PDRN...

CG : L'objectif de PDRN est de faire en sorte que le gouvernement travaille plus avec la société civile. Elle se présente comme une force de proposition constructive et participe activement aux différents conseils de développement de la province, des municipalités et des petits villages. Elle essaie ainsi d'influencer les politiques du gouvernement et demande que la population soit plus consultée, sur les gros travaux par exemple. C'est tout un processus de démocratie locale qui est en marche. Ce travail est possible car PDRN est à la fois reconnue et accréditée auprès des instances officielles et complètement intégrée dans les villages.

T&D : FdH soutient le volet socio-économique de PDRN. De quoi s'agit-il ?

CG : FdH travaille avec PDRN depuis 1992. La première phase de ce partenariat a consisté à lui fournir un appui institutionnel, c'est-à-dire l'aider à se structurer et à formuler sa stratégie. Les initiatives économiques déjà menées à bien par PDRN ont été analysées. On a pu identifier les forces et les faiblesses de son approche. Ce travail a permis de tracer l'axe du projet actuel. Ce programme de trois ans est concentré sur 4 municipalités (Guaga, Lubao, Floridablanca et Sasmuan), soient 15 villages. Il concerne 1 930 familles (environ 8 000 personnes) et prévoit, pour commencer, l'appui à 18 projets économiques.

T&D : En quoi consistent ces projets économiques ?

CG : L'idée est de transformer les organisations de base, qui s'étaient créées avec l'appui de PDRN sur la prévention des risques, en coopératives économiques. Cela leur permettra d'accéder à une reconnaissance officielle et d'obtenir ainsi plus facilement des crédits de la part du gouvernement. Les coopératives peuvent être de plusieurs types : appui à l'agriculture et à la diversification des activités économiques (conserves alimentaires, fabrication de fleurs,

...). Une communauté a, par exemple, décidé de mettre en place une coopérative d'achats d'intrants (pesticides, engrais, ...). Dans une autre communauté, à Guaga, ce sera plutôt un petit magasin coopératif de consommation, auprès duquel les membres de la coopérative pourront se fournir en produits de première nécessité à un prix plus bas que ceux pratiqués dans les boutiques des usuriers du coin.

T&D : La stratégie de PDRN est de soutenir ces projets à condition, pour les membres des coopératives, d'apporter une mise de départ ...

CG : PDRN va leur donner des moyens pour améliorer ou réaliser un projet collectif. Elle va donc leur accorder des prêts mais elle demande aussi aux membres de la coopérative d'apporter un petit capital de départ. Cela oblige les gens à se mobiliser pour trouver des ressources qu'ils n'ont pas forcément. Lorsque j'étais à Guaga, en février dernier, par exemple, j'ai acheté des billets de loterie, organisée par une petite communauté. Leur but était de créer une coopérative de riz. Ils ont ainsi pu récolter environ 50 000 pesos (environ 8 000 francs).

T&D : Les Philippines traversent actuellement une période de grande instabilité politique, avec la destitution du président Estrada. Dans quelle mesure ces problèmes politiques affectent-ils le travail de PDRN ?

CG : Depuis la création de PDRN, trois gouvernements se sont succédé et PDRN a toujours continué son travail. La stratégie de PDRN n'est pas liée au gouvernement en place même si elle saisit les opportunités que lui offrent, de temps en temps, certains programmes gouvernementaux. C'est vrai que PDRN a de nombreux partenaires politiques mais c'est avant tout une organisation indépendante, qui travaille avec les citoyens. Son objectif est de créer, dans la société, des organisations conscientes de leurs droits et de leur accès aux ressources.

Propos recueillis par Aurélia Lieberherr